

La Commune

BULLETIN DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS-1871

**24 MAI A 14 HEURES 30,
CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE**



**AU RENDEZ-VOUS FIDÈLE
DE L'HOMMAGE AUX COMMUNARDS**

Entrée rue des Rondeaux, Métro Gambetta



La Commune, antidote contre les fausses démocraties

La démocratie, étymologiquement (en Grec, démos = peuple ; kratos = pouvoir) signifie une véritable souveraineté populaire, le gouvernement par le peuple, donc pour le peuple.

Ces principes continuent d'être bafoués. Les avis du peuple comptent peu. Les voix d'en bas, les plus nombreuses, ne sont pas écoutées par celles d'en haut.

Peut-on vraiment parler de démocratie dans l'Etat-U.M.P. ?

Sa forte dérive autoritaire avec les lois liberticides de Sarkozy, l'usage de 49/3 mutilant la représentation nationale (également utilisé par le gouvernement de gauche). Tout cela sert de socle à l'insécurité sociale, à l'arbitraire patronal, à la toute-puissance dévastatrice des multinationales autant que des « patrons-voyous ». Internationalement aussi, la démocratie reste un vain mot. Que de crimes l'on commet en son nom, pour paraphraser *Manon Roland*. Ce symbole démocratique qu'est l'O.N.U. est piétiné et l'on anéantit, l'on tue, IMPUNEMENT, au nom de la démocratie.

En la situant dans son contexte historique, rappelons la conception que la Commune avait de la démocratie :

D'abord, l'appel du Comité central de la Garde nationale, le 22 mars 1871 aux électeurs : «Les membres de l'assemblée municipale, sans

cesse contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion, sont révocables, comptables et responsables», fin des pleins pouvoirs délégataires et de la bureaucratie !

Sur le Conseil général de la Commune pèse avec une rare efficacité, la pression des syndicats ? Des clubs (notamment de femmes, qui arrachent des conquêtes essentielles), de la presse. Le club *Nicolas des Champs* lance cet appel : «Peuple, gouverne-toi toi-même ... pèse sur ceux qui te représentent». Et, lorsque les ouvriers boulangers, obtenant ainsi l'abolition de travail de nuit, veulent remercier la Commune, ils sont vertement tancés par le journal *Le Proletaire* : «Le peuple n'a pas à remercier ses mandataires d'avoir fait leur devoir... Car les délégués du peuple accomplissent un devoir et ne rendent pas service».

Cette démocratie directe, à l'échelle il est vrai d'une ville et durant quelques semaines, repose sur une citoyenneté active d'hommes et de femmes mobilisés et politisés. Certes, à temps nouveaux solutions nouvelles. Mais la Commune ne demeure-t-elle pas une source fort précieuse de réflexion ?

Il serait bon qu'enfin on s'en inspire.

Claude WILLARD et Robert GOUJIL

JACQUES MONORY

Né en 1934 à Paris. Vit et travaille à Cachan. «Un Ange. 2001. Peinture sur toile. 150 x 230 cm» Depuis le début des années soixante (époque où il participe aux expositions de la *Figuration Narrative*), Jacques Monory, qui se définit comme un peintre «narratif, d'ordre affectif», traite de la réalité. A partir de collages, de films et de photographies qu'il prend lui-même et sélectionne, il peint de grandes toiles, souvent découpées en plusieurs parties comme des séquences cinématographiques. Ses figures baignent dans un fond unifié, saturé par une couleur dominante, le plus souvent bleue. Dans certaines toiles, il se met en scène et/ou révèle les personnes de son entourage comme dans un journal intime. Dans d'autres tableaux, il pose un regard critique sur la société, montre sa part d'ombre, les catastrophes, les guerres et les faits divers, la présence sous-jacente de la mort, de la violence, ce qu'il désigne comme «des naufrages colorés». Cette toile fut présentée à notre exposition à l'Assemblée nationale.



Refondation sociale ou démocratie sociale ?

Le monde subit les conséquences dramatiques de la puissance de la finance : fermeture d'entreprises, chômage, précarité. Le droit boursier l'emporte sur les droits des travailleurs. Le politique, face aux bouleversements de l'économie, dus à la révolution informationnelle et à la mondialisation ne propose plus de solutions innovantes.

Le patronat qui n'a pas admis la réduction du temps de travail, les entreprises qui doivent assurer des taux de rentabilité élevés et immédiats ; alors le MEDEF s'érige en parti politique, avance un projet très structuré de « rénovation sociale » néo-libéral. La France devra accepter des réformes dans les domaines des retraites, des impôts, du service public, de l'assurance chômage, de la réglementation du travail, de la sécurité sociale....

La refondation sociale s'appuie sur trois éléments : les entreprises supportent des charges excessives augmentant le coût du travail, coût qui altère la compétitivité ; la remise en cause du rôle et de la place de l'Etat ; le privilège de la négociation d'entreprise contre la négociation globale et centralisée. En réalité, la rénovation sociale par : déréglementation, privatisation, flexibilité, horaires variables, flux tendu, instabilité de l'emploi, rémunération non garantie, remet en cause les acquis sociaux et privilégie ce qui rentabilise au maximum le capital.

Certes, les bouleversements de l'économie impliquent des réformes, mais fondamentalement différentes de celles de la refondation sociale obéissant à la dictature des marchés financiers. Le chômage, la précarité, l'insuffisance de formation, font surgir avec les nouvelles technologies des besoins considérables d'emplois stables. Les solutions à ces problèmes et les potentiels de la révolution informationnelle conduisent à de nouvelles règles de maîtrise du marché du travail autres que les contraintes inacceptables du PARE. Les modes de production, le partage de la valeur ajoutée demeurent des questions fondamentales dans un processus et une perspective de transformation sociale.

Aux critères actuels de rentabilité financière conduisant à la « chasse à l'homme », opposons et proposons ceux de l'école néo-marxiste de régulation systémique, concernant l'efficacité réelle des capitaux, face au gâchis de moyens matériels mis en œuvre. Pour cela, il est nécessaire de repenser les systèmes de pouvoir, en allant vers la consultation directe des gens concernés, en faisant émerger une nouvelle citoyenneté. N'y a-t-il pas lieu d'agir en amont, avec de nouveaux pouvoirs démocratiques, d'intervenir sur la stratégie des entreprises avant d'être mis devant le fait accompli ? Il faut imaginer une régulation qui fasse prédominer l'efficacité sociale sur la rentabilité capitaliste.

Saisissant l'importance de l'économie, la Commune propose une organisation démocratique du travail, permettant de parvenir à la justice sociale. Fonctionnement, groupement, transformation en coopératives ouvrières de production, mettent en œuvre la nouvelle organisation. C'est dans cette perspective d'organisation révolutionnaire que se situe le décret du 16 avril 1871. Ce décret, à caractère socialiste, jette les prémices d'une transformation sociale, d'une réflexion politique touchant aux fondements de la société. Deux voies se dégagent : l'exercice de la démocratie permettant la participation aux décisions de gestion et les coopératives soustrayant le travail du joug du capital, facilitent les réformes de la production. Dans l'esprit de la Commune de Paris, en tenant compte des bouleversements, des besoins et des modes de production, bâtissons la démocratie sociale !

Bernard Eslinger

• **Bibliographie**

Brochures : «L'œuvre sociale de la Commune», «L'entreprise à l'aube de la Commune».

Bulletins : rubrique «actualités numéros 9, 11 (révolution informationnelle), 12,13,14 (modernisation sociale).

Seillière, le baron de la République.

Robert Laffont.

Issues : Espaces Marx numéro 57.





Décentralisation (suite)

Dans le récent article «Décentralisation» paru dans le dernier bulletin, l'un de nos amis émettrait des réserves. Bien que lui ayant directement répondu, il nous semble bon d'en faire profiter nos lecteurs.

Nous n'avions aucunement l'intention de porter atteinte à l'unité de la nation. Nous avons utilisé le terme «jacobinisme» dans son sens restreint : opinion préconisant le centralisme de l'Etat. Mais nous ne nions, en aucune manière, le rôle primordial du jacobinisme et de *Robespierre* dans l'édification de la *République* une et indivisible.

Nous approuvons totalement la déclaration de *Robespierre* sur l'autonomie communale dont vous avez reproduit dans votre lettre un extrait pertinent. Cette déclaration est en accord avec celle de *Charles Beslay* lors de la séance d'introduction de la Commune en *Mars 1871* ;

«La *Commune* s'occupera de ce qui est local ; le département s'occupera de ce qui est régional ; le Gouvernement s'occupera de ce qui est national.»

La *Commune*, elle aussi, a été accusée de vouloir instituer une France éclatée. Dans sa déclaration au peuple français du *19 avril 1871*, elle a dû riposter :

«Ils (nos ennemis) se trompent ou trompent le pays quand ils accusent *Paris* de poursuivre

la destruction de l'unité française constituée par la *Révolution*, aux acclamations de nos pères, accourus à la *fête de la Fédération*, de tous les points de la vieille France. L'unité, telle qu'elle nous a été imposée jusqu'à ce jour par l'*Empire*, la monarchie et le parlementarisme, n'est que la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire ou onéreuse ».

Il ne faut donc pas oublier que l'oppression du pouvoir central a été une des causes de la révolution du *18 mars 1871*. Comme l'écrivait, le *1^{er} avril 1871*, *Charles Longuet*, rédacteur en chef du *Journal officiel de la Commune* : Paris ne pouvait rester «soumise à la tutelle despotique d'un pouvoir national fortement centralisé» [...] «à une loi qui ne lui laisserait ni l'administration de la police, ni la disposition souveraine de ses finances, ni la direction de sa *Garde nationale*, à une loi qui ne serait pas le gage de sa liberté, mais le sceau même de sa servitude».

Voilà pourquoi Paris voulait ses franchises municipales, la décentralisation s'imposait.

Marcel Cerf et Bernard Eslingier





Le monument de Paul Moreau-Vauthier

Un de nos fidèles adhérents, **André Villeroy**, nous demande quelques précisions sur le monument de **Paul Moreau-Vauthier** qui a été, maintes fois, l'objet de malentendus et d'erreurs d'interprétations.

Jean Braire, anciennement Secrétaire général des « Amis de la Commune de Paris-1871 » s'est longuement expliqué sur le monument de **Paul Moreau-Vauthier** et sur ses inscriptions. La mention « Aux victimes de la Révolution » essaie de réconcilier tous les morts de la *Commune*, c'est à dire 30 000 Parisiens et une centaine de Versaillais tués dans les combats.⁽¹⁾

Il relève une erreur dans le livre de **Guy de la Batut**⁽²⁾ :

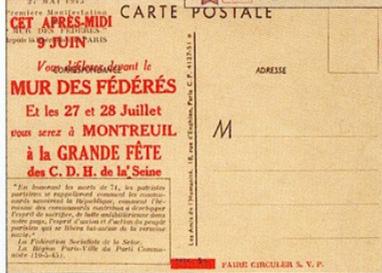
« Les martyrs de la *Commune* (les 147 fusillés du 28 mai 1871) ont été enterrés dans la tranchée située le long du mur de la 76^e division, et que l'on appelle depuis le *Mur des Fédérés* et qui est maintenant orné d'une sépulture de **Moreau-Vauthier**, rappelant le sanglant épisode. Chaque année, au mois de Mai, devant le mur, a lieu une commémoration révolutionnaire. »

L'écrivain chinois **Shen Dali**, lors de son arrivée à Paris, a désiré en savoir plus sur le monument de **Paul Moreau-Vauthier**.

[...] « J'avais désormais des doutes sur ce monument tant admiré en *Chine*. Curieux, je me renseignais auprès de **Jean Braire**, Secrétaire

général de l'*Association des Amis de la Commune de Paris*. Les survivants de la *Commune* ont toujours refusé ce mur » me dit-il.

Sur ses recommandations, je me lançais dans une enquête sur l'origine du mur de **Paul Mo-**



reau-Vauthier.

Le 23 avril 1982, je découvris dans « Les grands chefs d'œuvres des sculptures du XX^e siècle », au musée

des Arts décoratifs à Paris, la photo de **Paul Moreau-Vauthier** prise devant son « mur » au moment de l'érection du monument. Au bas de la photo, il est écrit « Aux Victimes des Révolutions ».

Après consultation des procès-verbaux du *Conseil de Paris* (1907-1909), l'écrivain chinois trouva toutes les résolutions sur l'érection du mur de **Paul Moreau-Vauthier**. Ce document s'intitulait effectivement « Aux Victimes des Révolutions ». D'autres documents montrent qu'on a confondu



Le monument de Paul Moreau-Vauthier (suite)

Paul-Moreau-Vauthier (1871-1936) sculpteur de monuments et son père *Edme, Augustin, Jean Moreau-Vauthier* (1831-1893) sculpteur sur ivoire, membre de la *Commission fédérale des Artistes*, sous la Commune.

Shen Dali affirme que pendant ces années, en Chine, en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, le monument de *Paul Moreau-Vauthier* continua d'être tenu comme le symbole de la révolution du 18 mars 1871⁽³⁾.

Danielle Tartakowski⁽⁴⁾ s'est aussi intéressée au mur de *Paul Moreau-Vauthier* qui reste caché et ignoré dans un petit square de *l'avenue Gambetta*, en lisière du *Père-Lachaise*.

Elle nous apprend que le conseil municipal de Paris, en 1907, acquiert l'œuvre de *Moreau-Vauthier*, intitulée «Aux victimes des Révolutions» et qui comporte aussi cette citation de *Victor Hugo* «Ce que nous demandons à l'avenir, ce que nous voulons de lui, c'est la justice, pas la vengeance.»

«Œuvre ambiguë» qui tente de réconcilier tous les morts de la *Commune*, victimes de l'un et de l'autre camp».

«Installée hors les murs du cimetière, cette œuvre doit sans doute à ses ambiguïtés de ne bénéficier d'aucune inauguration officielle et d'être aussi bien boudée par les organisations ouvrières».

Parfois, pourtant, un avis discordant : dans le numéro de *l'Humanité* du 29 mai 1921, pour le *Cinquantenaire de la Commune*, *Séverine*, dans son article «Ce que dit le Mur» écrit : «Contemplez-le ce Mur où il a été interdit de mettre le splendide monument de *Moreau-*

Vauthier, consigné au dehors, tout caché, dans *l'avenue Gambetta* [...]».

Le 24 mai 1936, l'insigne officiel sur le parcours traditionnel est la reproduction du monument de *Moreau-Vauthier*, les années suivantes et jusqu'en 1939, reprise de l'œuvre de *Pichio*. En 1942, une banderole rouge est disposée sur la poitrine de la femme du monument *Moreau-Vauthier*.

Après 1945, les *Amis de l'Humanité* éditent une carte postale en couleurs, pour la manifestation du *Père-Lachaise*, qui reproduit le mur de *l'avenue Gambetta*. C'est, sans doute, la dernière fois qu'il est fait référence à ce monument tant controversé.

Marcel Cerf

Notes :

1. *Jamais l'Association des Amis de la Commune de Paris n'a appelé à défilé devant ce monument.*
2. *La vérité, dit encore Jean Braire, est que sur le Mur des Fédérés, il n'y a qu'une plaque portant cette inscription : «Aux morts de la Commune 21-28 mai 1871».*

Bibliographie :

1. *Sur les traces des Communards*, p. 182, Paris, 1988.
2. *Les Pavés de Paris*, tome II, pp. 274. Editions Sociales, Paris, 1937.
3. Shen Dali : «A la recherche du temps des cerises - la Commune de Paris vue par un écrivain chinois», *cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, p. 35, n° 44. 1991.
4. *Nous irons chanter sur vos tombes*, p. 71, Aubier, 1999.





André Thouin, *jardinier-naturaliste, professeur du Muséum*

André Thouin (1747-1824) est né et mort au *Jardin des Plantes de Paris*. Une rue du V^e arrondissement porte son nom. Il est aujourd'hui presque inconnu du grand public, mais sous la monarchie, la *Révolution* et l'*Empire*, il était célèbre dans toute l'Europe et même au-delà. Un *cap Thouin* sur la côte australienne en témoigne. Nous sommes redevables à cet extraordinaire jardinier d'un grand nombre de plantes aujourd'hui familières qu'il a introduites et acclimatées en France au *Muséum national d'Histoire naturelle*, notamment le dahlia. Élève de Buffon et fils d'un *jardinier du Roy*, orphelin à 17 ans, il suivit des études classiques. Ayant déjà un solide bagage scientifique en partie héréditaire et en partie acquis auprès de Bernard de Jussieu, il fut nommé à la succession de son père chef jardinier du *Jardin des Plantes de Paris*. Sans son action le *jardin du Roy* aurait pu disparaître à la *Révolution*. Thouin partageant l'idéal républicain s'engagea dans la politique avec la fougue qui dictait son esprit généreux. Il siégea à l'Assemblée municipale de Paris aux côtés de Mirabeau, de Sieyès, de Talleyrand et de Danton. tint sa place au côté de Fabre d'Églantine dans l'élaboration du calendrier républicain, auquel il ne manqua pas de s'intéresser en tant que jardinier et botaniste. Le 22 septembre 1792 la *Convention nationale* décrète que ce jour est le premier de la *République* et le 25 octobre 1793 (4 Brumaire An I) un calendrier plein de charme où l'année est racontée par les grains, les pâturages, les plantes, les fruits et les fleurs est accepté par les élus du peuple. Contrairement au système métrique utilisé dans le monde entier, l'organisation décimale de l'année ne fut malheureusement pas acceptée, souvent sous la pression des clergés, par les autres nations. La *République française* issue de la *Révolution de 1789* a laissé de grandes traces dans l'histoire de l'humanité, mais son calendrier fut rapidement jeté et ne sera utilisé en France que pendant treize années. À la première conception de celui-ci tout imprégnée de culture antique propo-

sée par Romme député d'Auvergne et l'astronome Lalande, Thouin homme de bon sens suggère un calendrier destiné à tous les citoyens, mais qui doit jouer un rôle de guide auprès des paysans et des jardiniers. Selon lui, les plantes seront choisies parmi celles qui sont familières ou connues, vivaces ou cultivables, utiles, et ceci en fonction de la saison, de l'époque de leur floraison ou de leur fructification, de leur semis ou de leur récolte. Alterneront avec elles les outils agricoles ou de jardinage et certains animaux utiles. *Commissaire de la République de 1789 à 1800, professeur de culture de 1800 à 1815, directeur du Muséum, membre de l'Institut* et de diverses sociétés savantes, Thouin passera le restant de sa vie au *Jardin des Plantes de Paris*, à l'écart de la société intellectuelle et politique et du «*Tout-Paris*». Travailleur acharné il manifesterait contre les honneurs une attitude distante que seul le poids de ses origines sociales peut expliquer. Il mourut à 78 ans entouré du respect des scientifiques et de l'admiration du monde horticole et agricole, mais bien ignoré par la grande majorité de ses concitoyens. Un genre de la famille des Sapindacées lui fut dédié le Thouinia. Ces plantes originaires d'Afrique tropicale (Thouinia dicarpa) du Mexique (Thouinia descandra) de Cuba (Thouinia canescens) perpétuent son nom dans les herbiers et les jardins botaniques du monde entier. Pour nous, jardiniers, André Thouin reste une personnalité emblématique de notre profession, modeste, humble face à la nature; son approche du monde végétal et sa quête d'un bien-être plus grand pour les hommes en font un grand jardinier au Panthéon de l'Horticulture. Pourtant peu de gens lui rendirent l'hommage qu'il mérite, pas même les grands hommes qui accompagnèrent à sa dernière demeure celui qui fut l'un des derniers *jardiniers du Roy* avant d'être le premier *jardinier de la République*.

Claude Bureaux

Chef Jardinier du Jardin des Plantes de Paris





Le Colloque de Précieux organisé par les Amis de Benoît Malon et l'Université de Saint-Etienne (I.E.R.P.) sous la présidence de Michelle Perrot et de Jacques Rougerie s'est déroulé les 15 et 16 mars 2003.

Le thème retenu cette année était :

LA COMMUNE DE 1871

Une assistance de près de 200 personnes se pressait dans la salle des fêtes de Précieux le samedi et au centre social de Montbrison le dimanche pour entendre les intervenants et participer aux débats.

Jacques Rougerie, dans un brillant exposé, présenta l'état actuel des recherches historiques sur la Commune et s'appuyant sur les travaux de notre ami Alain Dalotel démontra la nécessité pour les historiens d'élargir la recherche à ce qu'il définit comme la micro-histoire, celle des humbles et des anonymes.

Pierre Lévêque, professeur émérite à l'Université de Bourgogne brossa un panorama impressionnant des courants politiques des acteurs de la Commune.

Odile Krakovitch des Archives Nationales, à partir de lettres de demande d'aide à Clémenceau découvertes par Alain Dalotel nous présenta la première ébauche de son étude sur les femmes de Montmartre.

André Combes*, directeur de l'IDERM brossa un tableau réaliste de la Franc-Maçonnerie parisienne en 1871.

Philippe Dariulat, agrégé, docteur en Histoire, centra son intervention sur le sentiment patriotique des Communards et se demanda s'il s'agissait de la dernière manifes-

tation d'une tradition de la gauche républicaine.

Claude Latta*, docteur en Histoire, président des Amis de Benoît Malon traita du rôle de Benoît Malon pendant la Commune.

Robert Tombs, professeur au St John's College de Cambridge nous fit part de ses réflexions sur la semaine sanglante.

Michelle Perrot, professeur émérite à Paris VII évoqua George Sand, une républicaine contre le Commune, en mettant à jour le parcours de l'écrivaine et ses motivations.

Michel Cordillot*, professeur à Paris VIII montra bien les réactions de la France rurale à la Commune à partir de l'exemple de l'Yonne.

Charles-Henri Girin, professeur d'Histoire au lycée de Montbrison retraça l'histoire avortée de la Commune de Saint-Etienne.

Jean Lorcin, professeur émérite à Lyon II, fit le portrait de Jacques Vacher le garibaldien et de son rôle dans la Commune de Saint-Etienne.

Jean-Claude Vimont, maître de conférences à l'Université de Rouen, en traitant des mineurs communards incarcérés à Rouen, nous démontra que la médecine légale balbutiante considérait ces enfants comme des dégénérés et des malades mentaux, fils de Communards donc fils d'ivrognes.

Marc Vuilleumier de l'Université de Genève présenta une étude très documentée sur les communards réfugiés en Suisse.

Laure Gaudineau, maître de conférences à l'Université de Paris décrypta sa vision de la Commune à travers les débats pour l'amnistie.

Danielle Donet-Vincent, docteur en Histoire



émute les participants en traitant, à partir des recherches qu'elle effectua sur son arrière grand-père communard, de la transmission de la mémoire et de la réappropriation d'un passé occulté. Là encore micro- histoire, mais quelle histoire !

Danielle Tartakowski*, professeur à Paris VIII fit un exposé très intéressant sur les mémoires de la *Commune*, leurs résurgences et leurs refoulements et comment certains sont passés d'une mémoire militante à une mémoire culturelle.

Didier Nourisson, professeur d'Histoire contemporaine IUFM Lyon-Saint-Etienne, montra bien comment la Commune est enseignée aujourd'hui et fut enseignée au cours des républiques à travers les images et leurs légendes dans les manuels scolaires.

Bruno Antonini, docteur en philosophie, s'enflamma sur la *Commune*, Jaurès et l'idée d'auto-émancipation du prolétariat.

Jean-Bernard Vray, professeur de littérature française à l'université de Saint-Etienne et UIFM analysa la *Commune* sous l'angle de la fiction

et de l'histoire à partir du *Cri du peuple de Jean Vautrin* et de son adaptation en BD par Tardi.

Pascal Chambon, docteur en histoire présenta la Commune et la fin de la Garde Nationale.

Alain Dalotel*, historien, vice-président des Amis de la Commune de Paris présenta les dernières années de *Benoît Malon* à partir du dépouillement et de l'analyse des 75 lettres que *Malon écrivit à Fournière* pendant cette période.

En résumé, un colloque riche et intéressant au cours duquel les nourritures terrestres accompagnèrent avec bonheur celles de l'esprit et de l'intelligence.

Les actes du colloque feront l'objet d'une publication en 2004. Nous en reparlerons.

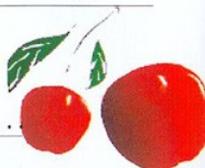
Alain Rullière

* Membres des Amis de la Commune de Paris-1871.





Et le souvenir que je garde au cœur..



Il y a 100 ans que *Jean-Baptiste Clément* a rejoint ses compagnons de lutte au *Père-Lachaise*, face au Mur où d'année en année des milliers de voix ont chanté *Le Temps des Cerises*.

A quelques jours de distance, deux groupes se sont rassemblés autour de cette tombe, près de ces stèles où les Communistes revendiquent comme un titre de noblesse leur

qualité d'ouvrier avant toute autre «fonction sociale».

Les «Amis de la Commune» avaient appelé leurs adhérents le *dimanche 23 mars* au matin à se rassembler avec *Jean-Baptiste Clément*. Disons qu'on

se retrouvait en famille et entre amis devant une tombe largement fleurie où se mêlaient nos

fleurs à celles de la *Fédération du PCF des Ardennes* où le souvenir de *Clément* reste

très vivant et aux anonymes toujours aussi nombreux au fil des mois.

En préambule, *Robert Goupil* annonçait une triste nouvelle : la mort de *Jean Braire*, notre *Président d'Honneur*, lui qui a si souvent chanté *Le Temps des Cerises* avec nous devant le mur.

Claude Vinci évoqua brièvement *Jean-Baptiste*

Clément et donna lecture d'un poème inédit de *Roger Bordier* : *Ode à Jean-Baptiste Clément*, en nous faisant chanter *Le Temps des Cerises*. Beaucoup parmi nous évoquaient alors *Clément* comme l'histoire et même un peu la légende le montrent. Comment ce fils d'une famille aisée est devenu peu à peu, après l'expérience du trimard, de la bohème, à la fois le chansonnier, le Communiste, l'exilé, le responsable politique quand se reconstitue, malgré la répression, le mouvement socialiste. *Clément*, c'est sans doute la conquête de la lucidité, celui qui dit, le 4 septembre 1870 au soir : «Nous savons à quoi nous en tenir. En quittant la *Place de l'Hôtel de Ville*, nous nous dîmes en nous serrant la main très fort : Tout est perdu...» et le «tout» ce n'était rien moins que la *République*. Toute la *Commune* est déjà dans ce serrement de main devant une trahison annoncée.

C'est aussi le même *Clément* qui, le 27 février 1871 écrit dans le *Le Cri du Peuple* : «Cruelle dérision ! Vous voulez représenter le peuple





et vous ne connaissez pas le premier mot de sa malheureuse existence».

Et voilà que ce Peuple qu'il connaissait bien ne s'y est pas trompé. Il s'est emparé du



Temps des Cerises et a fait d'une chanson d'amour le symbole de la Commune à la fois vaincue et renaissante. Il s'est emparé aussi de *La Se-*

maine Sanglante et en a fait une chanson de lutte, de deuil et de solidarité.

Le 26 février, c'étaient les élèves et les enseignants du lycée *Jean-Baptiste Clément* du XX^e arrondissement, qui rendaient hommage à celui dont leur établissement porte le nom. Etaient présents avec *Madame Christienne*, adjointe au *Maire de Paris* chargée du

Patrimoine, notre ami *Jean-Michel Rosenfeld*, adjoint au patrimoine du XX^e arrondissement et une délégation des *Amis de la Commune* conduite par *Claude Willard*. Un hommage de *Madame Christienne* souligna l'intérêt que la *Ville de Paris* montre au souvenir de la *Commune* et *Madame la Principale du Lycée* développa les projets de travail collectif mis en place autour de *Jean-Baptiste Clément* et de son temps par les enseignants et les élèves. On se mettait à penser aux idées de *Clément* sur l'Education et la Culture et on se disait qu'il aurait sans doute aimé rencontrer ces élèves et leur parler de ses rêves d'avenir.

Si, quelque jour, vous revenez au *Père-Lachaise* en suivant la petite allée qui de la *rue des Rondeaux conduit au Mur* en passant par les monuments de la Déportation, regardez bien les cerisiers des bords d'allée et le champ du souvenir ; il y a des jours où les fleurs sont éclatantes et ceux où les cerises sont mûres, et toujours aussi moqueurs les merles.

Peut-être, en prêtant l'oreille, entendrez-vous chanter *Clément*.

Raoul Dubois





Un article de Jean-Baptiste Clément

Au chapitre 6 de son ouvrage « Paris pendant la Commune Révolutionnaire », publié à Neuchâtel en 1872, Georges Jeanneret cite l'article adressé le 23 avril 1871 par J.B. Clément au « Cri du Peuple », le journal dirigé par Jules Vallès.

« Supposons que le peuple soit vaincu, supposons que les bonapartistes et les royalistes rentrent à Paris en barbotant dans les mares de sang, et en piétinant sur les cadavres... que restera-t-il de la Commune ? »

Clément poursuit et parle des décrets lancés par la Commune.

« Ces décrets ont rendu le despotisme à jamais impossible. Ce n'est plus ni le petit monarque que couve M. Thiers, ni l'empereur que M. Vinoy a dans sa poche, qui peuvent nous les faire oublier.

Ces décrets sont des monuments qu'ils ne peuvent abattre, à moins d'engloutir sous leurs ruines jusqu'à la dernière femme, jusqu'au dernier enfant, jusqu'au dernier homme du peuple. »

Jeanneret reprend cette idée en précisant que « si les décrets de la Commune ont survécu, c'est parce qu'ils sont l'idée, et que l'idée est un besoin du temps. Il n'est pas besoin de regarder bien loin derrière soi pour constater l'immense pas que, malgré eux, peut-être, ont fait les hommes. »

De cela, nous n'avons pas très bien conscience aujourd'hui.

Jeanneret poursuit :

« Les décrets de la Commune sont, en quelque sorte, l'expression rudimentaire de cette société nouvelle qui se débat encore sous l'étreinte de l'ancienne. »

Où : « De l'actualité de la Commune »... Pour ceux qui verraient dans son étude, dans l'intérêt que nous lui portons, l'expression d'un passéisme désuet... »

Jean-Pierre Bussereau

Jean-Baptiste Clément parle de la Commune

Il faut ne considérer les soixante-douze jours de la Commune que comme un apprentissage. Pour en profiter, et, à l'avenir, passer maître en révolution, rien ne saurait être plus instructif que les débats dont ces trois séances (celles concernant le Mont de Piété) furent remplies. »

« Il faut vaincre et vaincre très vite et avec la paix le laboureur retournera à sa charrue, l'artiste à ses pinceaux, l'ouvrier à son atelier ; la terre redeviendra féconde et le travail reviendra. »

Affiche du 20 avril 1871



Deux drapeaux de la Commune de Paris à Moscou

Deux drapeaux de la *Commune de Paris à Moscou* ! Malgré l'opinion répandue, ce n'est pas un, mais deux drapeaux des combattants de la *Commune* qui sont conservés à *Moscou* depuis les années 1920.

L'histoire du premier drapeau est assez bien connue. La section communiste du XX^e arrondissement, réunie le 24 mai 1924 salle de la *Bellevilloise*, décide «de confier à la garde du *Soviet de Moscou* ce symbolique souvenir des luttes soutenues par le prolétariat parisien jusqu'au jour où la classe ouvrière aura conquis le pouvoir». Le lendemain, *dimanche 25 mai*, des milliers de parisiens prêtent serment, la main levée, en passant devant ce drapeau placé devant le *Mur des Fédérés*.

Comme le gouvernement empêche la délégation désignée pour porter ce drapeau de remplir sa mission, le drapeau est confié à la délégation du *PCF au Ve Congrès de l'Internationale communiste* qui se tient à *Moscou* du 17 juin au 8 juillet 1924. Le 6 juillet, au cours d'une grandiose manifestation sur un terrain d'aviation au nord de *Moscou*, en présence de 400 000 participants enflammés, *Alfred Costes* fait un discours au cours duquel il lit le serment de la 20^e section, puis remet le drapeau au secrétaire du *Comité de parti de Moscou*, *Antipov*. Le 8 juillet, jour de la clôture du *Congrès de l'Internationale communiste*, à l'issue d'une grande parade militaire, le *Commissaire du peuple à la Défense*, *Frounzé*, souligne : «Ce drapeau est remis entre des mains sûres». Puis prennent la parole *A. Costes et Davis*, mineur anglais. Le 27 juillet, le drapeau est à nouveau arboré à l'occasion du 10^e anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale et de l'assassinat de *Jaurès*. Il voisine avec deux drapeaux, cadeaux des moscovites, appelant

les héritiers français de la *Commune* à poursuivre son œuvre révolutionnaires, drapeaux brandis par *Pierre Sémard*. Enfin, le drapeau est porté par *Antipov et Costes* à l'intérieur du *Mausolée provisoire en bois de Lénine* (ouvert au public le 1^{er août} 1924) où il côtoie les drapeaux du *Comité central du PC bolchevik et de l'Internationale communiste*. Le nouveau pouvoir russe l'en extirpe pour le transférer au *Musée Lénine*, tout proche ; par la suite, le gouvernement transforme ce Musée en annexe du Musée historique, où le drapeau demeure enfoui, mais intact. Le deuxième drapeau arrive à *Moscou* de façon infiniment plus discrète. *L'Institut Marx-Engels*, créé à *Moscou* à l'initiative de Lénine, mène des recherches à travers le monde pour rassembler des matériaux sur ces deux grands précurseurs, mais aussi sur tous les mouvements révolutionnaires. Son représentant à *Paris*, *Léon Borissovitch Bernstein*, achète, entre le 15 janvier et le 15 avril 1928, documents et objets pour une somme totale de 4 470 francs (de l'époque). Parmi eux, le drapeau du 67^e bataillon des fédérés, acheté 2 000 francs. Ce drapeau reste à l'*Institut Marx-Engels* jusqu'à la création, en 1962, du *Musée Marx-Engels*, où il est exposé très en vue. En 1993, le pouvoir eltsinien ferme le Musée. Depuis, le drapeau, heureusement conservé, se trouve, comme fonds 654, aux *Archives russes* d'état pour l'histoire sociale et politique. Deux drapeaux enfouis, mais semble-t-il, en sécurité, annonciateurs d'un renouveau révolutionnaire ? L'arrêt, les reculs des forces vives ne peuvent être que temporaires. Le besoin historique se fraiera le chemin déjà bien tracé mais nécessitant toujours de la réflexion, de la création et de l'audace.



Notre banquet

Qu'est-ce qui est le plus jubilatoire dans le banquet annuel des *Amis de la Commune de Paris* ? Les retrouvailles avec des Amis pas vus depuis parfois des années ? La chaleur humaine ressentie partout quand on se fraie un chemin entre les tables ? Les chants de lutte entonnés puis repris en chœur ? et puis pourquoi le taire le repas partagé ? Pour ma part, je ne me risquerais pas à choisir. Je prends le tout.

Tout commence dans une commission où chacun se saisit de sa part des préparatifs..., jusqu'au matin du grand jour où l'on arrive petit à petit pour la mise en place (ça fait longtemps que les cuisiniers et les serveurs sont là) pour qu'à 11 heures, quand se présen-

te le premier invité, tout soit prêt pour l'accueillir. Et là, la magie de l'amitié, de la convivialité, de la solidarité, s'installe. On se retrouve, on s'embrasse, on se prend l'apéro, on se cherche une table. On s'installe. *Maryse, tu nous régales d'un discours émouvant, bien léché...*, applaudissements fournis. Hommage aux Amis qui nous ont quitté depuis le dernier banquet, avec un au revoir tout particulier à *Jean Braire*. Présentation de la tombola, et de jeunes amis passent de table en table

pour proposer les billets qui vont permettre de gagner des lots, pour certains prestigieux.



Une main innocente décide du nom des chanceux. Le champagne proposé porte cette année une étiquette personnalisée. Fusent les chansons reprises en chœur - c'est sympa l'accordéon pour accompagner. Bien sûr, le *drapau rouge* jaillit et met les serviettes rouges en mouvement, et là, on sent quelque chose au creux de l'estomac (ça ne peut pas être la faim) ! *Jean-Baptiste Clément* déambule nonchalamment parmi nous. Un petit tour à la table de littérature avant de partir. La journée se termine, il faut plier, puis direction « la boutique » pour ranger chaque chose à sa place pour la prochaine manifestation. Ceux de l'équipe peuvent être satisfaits.

Vivement l'année prochaine pour le nouveau banquet. Que soient remerciés tous ceux qui ont préparé cette journée et qui ont partagé ce grand moment. *Tintin a été largement battu, le plus jeune avait moins de sept ans et notre doyenne, quatre-vingt seize ans.*

Marie-Claude Schertz



Ce que j'ai apprécié dans le speech de Maryse Bezagu, c'est qu'elle a évoqué *Philemon*, ce vieux de la vieille, imaginé par Lucien Descaves, un vrai de vrai de Communiste. **Philemon**





Jean Braire, notre Ami...

Nous ne verrons plus le généreux sourire et la silhouette débonnaire de *Jean Braire*, il est décédé le 21 février dernier dans son Loiret d'adoption.

Jean était le portrait même de cette génération de militants issue de la guerre de 1939-1945.

Il est né entre la fin d'une guerre et le début d'une autre - reprise de la première devrait-on dire - en 1925.

Sous l'occupation nazie, en 1942, il a dix-sept ans quand il s'engage dans les rangs des FTP, les Francs-tireurs et partisans, et qu'il adhère au Parti communiste français. Il continuera le

Batz-sur-Mer et au Croisic.

C'est en 1949, en pleine période de répression patronale, qu'il est licencié des usines Salmson de Billancourt sous le prétexte d'avoir déclenché une grève «politique», alors qu'il y est depuis 3 ans tôlier-formeur et délégué CGT du personnel.

Par la suite il rentre dans une entreprise du 13^e arrondissement de Paris, l'AOIP (Association des ouvriers en instruments de précisions) où il deviendra délégué CGT.

En 1955, nommé secrétaire de l'Union locale CGT du 13^e arrondissement, il entre dans la peau du «permanent», et il devient en 1963

Secrétaire général de la Bourse du travail de Paris.

Vingt ans plus tard, c'est dans cette même bourse, qu'il sera décoré de l'ordre de la Légion d'honneur. *Jean Amiable* dans une allocution prononcée à cette occasion pourra dire : «Signe des temps la génération de militants à laquelle *Jean Braire* appartient, n'a pas été habituée à ce que soit reconnue et honorée la place des militants syndicaux dans la vie économique et sociale.»

En 1970, *Jean Braire* est élu Secrétaire général de l'Association des Amis de la Commune de Paris-1871. Il sera nommé Président d'honneur de l'Association après avoir rempli plusieurs mandats comme Secrétaire général.

J.-J. Magis



combat armé sur le front de l'Atlantique jusqu'à la Victoire, le 8 mai 1945.

La guerre passée, il est quelques temps docteur à Saint-Nazaire ; l'enfant du pays reprendra les riches traditions de luttes ouvrières de la Loire-Atlantique, et militera notamment à



Jean, vieux copain

C'est devant le Mur où nous rendions hommage à *Jean-Baptiste Clément*, que nous avons appris la disparition de *Jean Braire*. Comment n'être pas saisi d'émotion en le voyant surgir au milieu de nous comme il l'a fait pendant tant d'années en ce lieu même. Il était là, bien présent et beaucoup d'instant passés nous revenaient dans le désordre des souvenirs. *Jean* signant lors de la sortie de son ouvrage «*Sur les traces des Communistes*», essayant d'inciter ses lecteurs à participer à l'Association, *Jean* guidant une visite de *Paris-Communiste*, mêlant aux souvenirs de la Commune les luttes de la Résistance ou du Front Populaire, multipliant les allusions aux questions chaudes du moment, *Jean* au banquet connaissant tous les convives ou à peu près, participant aux conversations et aux chansons, *Jean à la Butte aux Cailles*, au local avec

son vieux complice *Jacques Roure*, *Jean à Cuba* remettant au descendant d'un Communiste la carte des Amis de la Commune, *Jean* avec nous fêtant les quatre-vingt dix ans de *Marcel Cerf*. Il savait évoquer avec beaucoup d'amitié ceux qu'il avait connus dans sa longue vie militante, mais aussi piquer de vigoureuses colères. Il nous manquait déjà, éloigné de Paris, il nous manque encore aujourd'hui bien davantage.



Nous reviendrons au Mur, tu seras avec nous.

Nous t'aimions et tu le savais, mais nous voulons le redire aussi pour José et pour ta famille.

Raoul Dubois

GEORGES DUDAL est décédé le 11 avril. Militant clandestin de la CGT, il est arrêté par la police française, le 2 octobre 1940. Compagnon d'André Tolle, il connaît les camps français d'internement jusqu'en juillet 1942. Le 6 juillet, la France, pays des Droits de l'Homme, la France, pays des Lumières accomplit l'irréparable. *L'Etat français livre ses ressortissants à ses bourreaux, 1170 déportés quittent Compiègne pour Auschwitz⁽¹⁾, seuls 119 en reviennent.* Il est de ceux-là. A son retour, il reprend ses activités professionnelles. Grâce à sa mémoire extraordinaire, à sa combativité non altérée par la déportation, il assure une fonction de responsabilité dans une entreprise aéronautique où il continue à lutter pour la justice sociale. Il donne des conférences sur la déportation, en particulier dans les écoles. Partageant l'esprit et les idéaux de la Commune, il adhère avec plusieurs de ses compagnons à notre Association. *L'Association des Amis de la Commune de Paris*, fière d'avoir dans ses rangs des hommes qui refusèrent de vivre à genoux, adresse ses condoléances à sa famille.

Bernard Eslinger

1. Les «45 000» Mille otages pour Auschwitz de Claudine Cardon-Hamet. Fondation pour la mémoire de la déportation. Editions Graphien.

Nous apprenons tardivement le décès de notre *Amie Colette GODFRIN*. En compagnie de *Jean Braire*, *Jacques Roure*, *Marcel Cerf*, *Jacques Zwirn* et bien d'autres amis, elle œuvra pour que *notre Association survive*. Nous en reparlerons plus longuement dans notre prochain bulletin.



vie de l'association

Colloque historique

Samedi 11 octobre 2003 (9 heures-18 heures)

**AUXERRE, SALLE DE L'ABBAYE SAINT-GERMAIN
GRAND COLLOQUE HISTORIQUE**

Dimanche 12 octobre 2003 (9 heures-17 heures)

**MAILLY-LA-VILLE :
VISITE, CONFÉRENCE, EXPOSITION,
CÉRÉMONIE DU SOUVENIR, BANQUET**

Chansons avec Marc Ogeret

**Dans la «lettre de la rentrée», début Septembre,
un voyage pour ces deux jours
vous sera proposé avec son prix,
les inscriptions devant s'effectuer rapidement.**

Zéphirin Rémy Camélinat, *l'homme, le militant, le symbole*

Né à Mailly-la-Ville (Yonne), l'ouvrier bronzier Zéphirin Camélinat (1840-1932) occupe dans l'histoire sociale française une place singulière. *Il ne fut ni un théoricien, ni un publiciste influent, ni même un dirigeant* de tout premier plan du mouvement ouvrier et socialiste français ; mais par son itinéraire personnel hors du commun inscrit dans la durée, il en est l'incarnation pour toute la période allant du Second Empire (*ami de Proudhon, il fut l'un des signataires du Manifeste des Soixante*) jusqu'aux années 1930, en passant par la fondation de la Première Internationale, la Commune, l'exil, la renaissance du socialisme, la formation de la SFIO, la Grande Guerre, la scission de Tours et la naissance du communisme en France. Cette manifestation, qui se déroulera sur deux jours, permettra de reve-

nir sur le destin de l'homme, sur les étapes et les différentes facettes de sa vie de militant, sur la dimension symbolique qu'il a acquise. Ce sera aussi l'occasion de passer en revue plus d'un siècle d'histoire sociale de la France, de la Révolution de 1848, qui, enfant, le marqua durablement, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, qui contribua à perpétuer la mémoire de son engagement.

Ces deux journées sont organisées par l'Association ADIAMOS-89, dont le but est d'œuvrer à la sauvegarde de la mémoire du monde du travail et des mouvements sociaux. Elle bénéficie de l'aide financière et du soutien du Conseil général de l'Yonne et des municipalités de Mailly-la-Ville et d'Auxerre. Toutes les personnes intéressées sont cordialement invitées à venir y assister.



Assemblée générale du 1^{er} mars 2003

Robert Goupil accueille les participants et leur souhaite la bienvenue. Il rend hommage à Jean Braire qui vient de nous quitter et rappelle le rôle éminent qu'il eût dans l'association. *Quatre points sont à l'ordre du jour : Rapport moral, rapport financier, discussion et adoption du montant de la cotisation 2004 et élections.*

• RAPPORT MORAL

Pierre Biaïis retrace les activités de l'association en 2002 et propose le calendrier des activités pour 2003. Il souligne le travail important qui incombe aux commissions. Il précise que notre association est de plus en plus sollicitée pour des initiatives de qualité auxquelles elle se doit de répondre. Cela a pour conséquence de surcharger le travail des membres des commissions. Pour fonctionner dans de bonnes conditions, l'association doit pouvoir compter sur de nouveaux amis. Un appel est lancé en direction des bonnes volontés. Une discussion riche et fructueuse s'engage avant le passage au vote pour l'adoption du rapport moral. Le rapport moral est adopté à l'unanimité moins une abstention.

• RAPPORT FINANCIER

Le compte de résultat 2002 est remis aux participants. Pierre Biaïis précise que la Commission Finances fonctionne grâce au travail de 4 bénévoles. Bernard Eslinger qui dirigeait jusque là cette commission a passé le relais à Pierre Korber. L'examen des comptes fait apparaître que le déficit 2002 de près de 10 000 euros a été ramené grâce au travail de tous et à la vigilance de la commission à 1 000 euros. Nous sommes sur le bon chemin et nous devons continuer de gérer l'association avec toujours plus de rigueur. Au cours de la

discussion qui a suivi, les responsables de la commission Finances ont commenté les chiffres présentés et répondu à de nombreuses questions. Mis au vote, le rapport financier est adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

• COTISATION 2004

Pierre Korber propose que le montant de la cotisation soit fixé à 30 euros pour 2004 et que soit maintenu le montant actuel de 5 euros pour les faibles ressources, étudiants et chômeurs. Il recommande d'instaurer une cotisation de soutien à partir de 50 euros. Une discussion longue et animée s'engage alors. Lors du vote qui suit, la cotisation à 30 euros est adoptée par 48 voix pour et 14 voix contre. La cotisation de soutien à partir de 50 euros est adoptée à l'unanimité. Le passage à 30 euros devant permettre le maintien du local 38 rue des Cinq-Diamants et du poste de secrétariat.

• ELECTIONS

Robert Goupil donne lecture des membres sortants du conseil d'administration. Claude Willard propose que soient élus au Conseil d'administration : Claude Le Helloco, Alain Lairis et Jean Maléco. Ils sont élus à l'unanimité. Claude Willard propose que Pierre Korber soit élu Secrétaire général avec Pierre Biaïis afin de former un binôme permettant de mieux répondre à la charge très lourde de ce poste. Election à l'unanimité. Claude Willard propose qu'Alain Rullière soit élu Vice-président. Proposition adoptée à l'unanimité. Robert Goupil conclut l'assemblée générale, remercie tous les amis présents et donne rendez-vous à tous lors de la prochaine assemblée générale.

Alain Rullière





C'était un beau 18 mars

Il faisait beau, la circulation n'était pas trop dense lorsque j'arrivais à 17 heures 45, *place Saint-Georges*. La haute grille verte qui protège «l'héritage culturel de Monsieur Thiers» était déjà barrée de drapeaux rouges, une centaine de fidèles à la mémoire de la Commune étaient déjà là. Robert se hisse sur



la bordure de la grille et de sa voix puissante nous rappelle où nous sommes et quel jour nous sommes en termes fermes et vengeurs. Le moment est d'autant plus émouvant que la guerre, nous le savons, va bientôt accabler une région du monde. Mais M. Thiers en prend pour son grade et j'entends derrière moi le judas de la grille de «l'institut» se fermer... *Plus question de fuir du quai d'Orsay cette fois-ci, Monsieur Thiers* ! Il faudra subir la philippique jusqu'au bout ! Nous entamons le parcours commenté qui nous mènera à la mairie du IX^e arrondissement. Je fais connaissance avec une vieille dame qui tient bravement un drapeau rouge qui lui a été confié. Elle me parle du monde qui change, elle n'a que 15 ans de plus que moi, mais me

demande souvent : «Mais peut-être que je vous ennuie avec mes histoires, Monsieur !». Je la rassure, nous pensons la même chose. A l'entrée de la rue Cadet, le vent souffle. J'en profite pour récupérer le drapeau que mon aimable voisine tient comme une canne à pêche et je le soulève bien haut... J'ai 40 ans de moins ! Nous sommes très aimablement reçus au *Grand Orient de France*, et nous sommes tous émus de constater que les Francs-Maçons qui nous accueillent pour la première fois semblent aussi émus que nous. Fait exceptionnel, le



Maire du IX^e qui nous recevra tout à l'heure est là aussi. Je suis fier d'avoir repris le drapeau rouge, pourquoi ne pas le dire ?

Le début du discours est un peu convenu, mais j'apprécie que le Maire souligne le caractère exceptionnel, unique de l'événement qui nous réunit, laissant entendre clairement que nous vivons toujours «*Sous une République du genre de celle que Monsieur Gambetta*», ce qui veut tout dire... Le discours du *Président de l'Association* a tout le poids et le calme d'une expérience irremplaçable.

C'était un beau 18 mars.

Jean-Pierre Bussereau



C'est une première

Après l'exposition de l'Assemblée nationale consacrée à la Commune de Paris, c'est à l'Hôtel de Ville de Paris que se tiendra la prochaine exposition sur la Commune organisée par les Amis de la Commune. Patrick Bloche élu du XI^e arrondissement avait manifesté son intérêt pour l'exposition organisée à la Maison des Métallos et souhaité qu'une exposition ait lieu à l'Hôtel de Ville de Paris. Cela rejoignant un projet des Amis de la Commune qui avaient, depuis plusieurs années proposé, sans succès, une exposition mettant l'accent sur la Commune, étape importante de la mise en place d'une démocratie municipale. Peu à peu, le projet prit corps. Le 18 mars 2004 devrait donc s'ouvrir à l'Hôtel de Ville de Paris, dans le cadre de la salle des Prévôts et de la salle des Tapisseries, une exposition qui associera

la Commune de Paris aux luttes de la collectivité parisienne de plus en plus démocratique. Une exposition réalisée sous la responsabilité de Claudine Boni, de Pascal Le Thorel-Doirot et de Alain Frappier, déjà associés à la réussite de l'exposition de l'Assemblée nationale, retracera l'action de la Commune. Une exposition des toiles de Jean Rustin à laquelle s'associeront la Fondation Jean Rustin et les Editions Cercle d'Art qui réaliseront le catalogue, sera installée dans la salle des Tapisseries. Par ailleurs, des conférences, des projections seront organisées durant cette période ainsi que des animations diverses. Ainsi l'année 2004 devrait-elle s'ouvrir sur un véritable hommage à la Commune, digne de l'importance de cet événement.

Pour une grande Association

Lorsque nous nous évertuons à lancer une campagne de recrutement, ce n'est pas pour nous donner bonne conscience. C'est un besoin vital pour l'association, pour qu'un «sang neuf arrose nos sillons». Nous avons déjà expliqué ce que signifiait l'arrivée de nos ami(e)s : une aide financière ainsi qu'un partage des tâches.

Nous n'ignorons pas le travail important réalisé par nos anciens qui, en dépit de difficultés pécuniaires surent maintenir cette association si chère à nos cœurs. En 1984, il y avait 157 adhérents, il y en eût l'an passé 2223 ! Et nous voulons progresser encore car ce n'est pas seulement une société savante dont on a besoin. Certes, les historiens tien-

nent une part prépondérante et leurs travaux de défrichage sont d'un apport essentiel pour faire découvrir l'importance de la Commune, mais la grande masse de nos adhérents est constituée de gens, avides de connaissances qui permettent, dans la mesure de leurs moyens de la vulgariser alentour. D'aucuns s'y emploient avec zèle sur leur lieu de travail comme dans leur localité. Toutes ces bonnes volontés sont appréciables pour faire connaître la Commune et son Association. Pour la renforcer, il n'est pas de jour où, témoignage de leur surprise, on nous affirme avoir ignoré jusque-là notre existence. Il suffit d'un entretien pour qu'à un moment donné, l'on pose la question essentielle. Et si vous nous rejo-



Pour une grande Association (suite)

gniez ? Le refus est bien rare. Bien des amis vous l'attesteront – avec les *Amis Rullière, Lefebure et Pépino*, nous formons un solide

quatuor qui ne demande qu'à s'agrandir. Pensez-y.

Robert Goupil



Renforçons notre Association

Une étape importante vient d'être franchie par notre association. En effet, le travail de nos adhérents dans les diverses commissions porte ses fruits. Les activités que nous menons sont diversifiées et nos participations dans les manifestations extérieures plus nombreuses, que ce soit en *Province ou à Paris*.

Nous vivons aujourd'hui un changement qualitatif important qui se traduit par une plus grande notoriété et une image positive. L'illustration de cette mutation nous est donnée par la reconnaissance de notre Association par la Ville de Paris et de son Maire ainsi que par la direction des Archives de France.

En effet, deux grands axes majeurs de notre développement sont en réalisation en 2003 :

- Notre exposition à l'Hôtel de Ville de Paris en mars 2004, ainsi que la préparation par nos soins de deux brochures sur la Commune, à sa demande.

- La constitution du Guide des sources du mouvement communaliste.

Notre Association se doit de réussir ce nouveau pari. Nous devons nous en donner les moyens car ce changement qualitatif implique forcément un changement quantitatif.

Pour y répondre, notre Assemblée générale du 1^{er} mars 2003 a décidé de conforter nos finances en votant à la majorité le montant de notre cotisation 2004 à 30 euros (en conservant la cotisation pour les faibles ressources) et une cotisation de soutien à 50 euros minimum.

Il est clair que nous devons également poursuivre notre campagne de nouvelles adhésions et consolider l'ensemble de nos commissions qui œuvrent à la promotion des idéaux de la Commune de Paris, par l'arrivée de nouveaux militants.

Ensemble, renforçons notre Association.

Pierre Korber

brèves

Une association internationale Louise Michel vient d'être créée. Longue vie à cette nouvelle venue que nous venons de rejoindre.

Qui pourrait renseigner une amie qui cherche des informations sur son aïeul Frédéric Lecaudo-Lachaussée, commandant de la Garde nationale ?



L'argot et les Communards

Pour préparer un spectacle sur la Commune «Paris en femmes, Paris en flammes», nous avons exploré le langage de l'époque. Nous avons eu la surprise de constater l'importance de l'apport des Communeux en consultant le «Dictionnaire historique des argots français» de *Gaston Esnault aux éditions Larousse (1965)*. En introduction, l'auteur cite *Alphonse Humbert*, «transporté politique» qui prend des notes *sur le vif au bagne de Toulon (1872) et à Nouméa (1880* : «Mon bagne»). Des dizaines de mots semblent venir des transportés en *Nouvelle-Calédonie*. Voici une toute petite récolte, au gré des pages : le «blair», *le nez*, aurait été introduit par les transportés en 1872. *La condamnation à la transportation* est «le bain de pieds». «Tirer une coupe sur le grand Fleuche», *c'est être transporté sur l'Océan vers la Nouvelle-Calédonie*. Le forçat empruntera le «boulevard des martyrs», *chemin entre les cases du camp*, où l'on dresse la guillotine à l'Ile Nou. Le «gringal» est le *pain accordé en ce lieu*. «Avoir du sang», *du courage, est une locution des transportés*. Par contre, «avoir les foies», *c'est avoir peur* : cette expression aurait son origine en 1872. La «poulaine» désigne les *latrines de*

Nouméa. Pourquoi ? Dans son dictionnaire au mot «garçon !», *Gaston Esnault* indique que c'est la formule correcte servant aux forçats, *à partir de 1872*, pour s'interpeller entre eux, et aux agents de l'administration pour les apostropher ! *Montrer sa virilité* se disait «travailler tourlourou ou touloulou», à Nouméa, à la fois chez les canaques et les Communards. L'expression date de cette époque.

Des termes sont plus historiquement marqués. «Fusiller» est *employé pour chiper*. «Déboulonner», *une allusion directe à la Colonne Vendôme*. C'est un synonyme de *dégouter, trouver*. Comment est-on arrivé à ce sens ? La «fosse aux lions», en argot, *désigne, entre autres, l'Orangerie à Versailles* où furent emprisonnés les Communards. On sent tout le mépris de la police quand elle emploie cette expression homophobe : «il est sorti de la garde nationale» ; *il est homosexuel*. Enfin, d'après *Gaston Esnault, la Commune* serait désignée par le terme «La Commode».

Y-a-t-il d'autres ouvrages traitant du langage populaire, familier, argotique de l'époque ? Y-a-t-il d'autres protes linguistiques ou historiques ? Avis aux lecteurs.

Michel Pinglaut



ADHÉREZ OU READHÉREZ COTISATIONS 2003 / CARTE D'ADHÉSION

A partir de 22 euros - Soutien à partir de 50 euros

A partir 5 euros pour les faibles ressources

A partir de 150 euros pour les collectivités



DIX BALADES HISTORIQUES*

Quand nous visitons un château, de la Renaissance par exemple, nous admirons l'architecture, les splendeurs de la décoration, les tapisseries, parfois le mobilier façonné par des grands maîtres,

les parcs et jardins. Nous imaginons les seigneurs vêtus de beaux atours, les lévriers couchés devant l'immense cheminée. Au XVI^e siècle, cependant, les gens du peuple vivaient là aussi, enfin, un peu plus loin. Où sont leurs maisons ? A part des images de nos livres scolaires les représentant aux labours, quel était leur quotidien ? Il en va ainsi de Paris. Nous admirons les monuments et les façades des immeubles des beaux quartiers récemment sablés.

Tout est clair, doré, mis en valeur. Les grandes avenues sont illuminées et les vitrines des grands magasins, animées en cette période de fêtes. Bien. Quels sont les quartiers qui retracent « l'Histoire » des hommes et des femmes qui pendant des siècles y ont travaillé, souffert, donné leur vie ? *Dix balades historiques - sur les traces du Paris insolite et rebelle* nous propose de découvrir la vie des Parisiens depuis le Moyen-Age jusqu'au XIX^e siècle dans les villages ou quartiers au sein des arrondissements. Laissons-nous conduire pour traverser ce Paris-là. Poussons des porches pour nous retrouver dans des cours, comme dans *Les cinq dernières*

minutes avec *Raymond Souplex* où des artisans, voire des artistes, exerçaient des métiers désormais disparus.

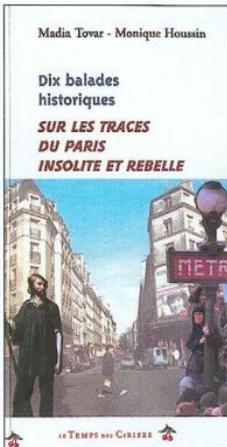
Des itinéraires précis nous conduisent dans des passages chargés d'« Histoire », de cris, de révoltes, de complots.

Madia Tovar et *Monique Houssin* nous présentent un ouvrage agréable, un texte illustré de gravures et de photos. La mise en page est aérée. La balade de la *Butte-aux-Cailles* y est décrite en quelques 20 pages. Le chapitre commence ainsi « Vous ne tuez pas l'idée » : ce graffiti inscrit sur les murs de Paris pendant la Commune retentit de l'âme de la *Butte-aux-Cailles*, haut lieu des combats de la Commune... Pendant le parcours, nous sommes invités à rendre visite aux *Amis de la Commune installés au numéro 46 de la rue des Cinq Diamants* (et non pas de la *rue Barrault* - une erreur s'est glissée dans le texte). Ce petit guide n'est pas du tout passéiste. Il nous donne envie d'être le piéton de Paris qui découvre aussi « le charme de nos quartiers qui changent sans perdre leur âme ».

Il nous donne envie aussi de connaître de la même façon Lyon, Marseille...

Jacqueline Hog

* Editions *Le Temps des Cerises*,
291 pages illustrées. 17 euros.





LA COMMUNE PLEIN LA TÊTE

Le phénomène Commune fait recette dans le monde universitaire et nous ne pouvons que nous en réjouir. Outre les colloques récents qui ont enrichi le débat et ceux à venir, qui poursuivront dans cette voie nécessaire, il faut signaler pour régaler les amateurs, plusieurs maîtrises qui viennent d'être soutenues et une autre en cours, pleines de promesses.

Maxime Jourdan, avec une maîtrise intitulée «Le cri du peuple (22 février 1871-23 mai 1871)», a étudié le journal de *Jules Vallès* avec pour objectif déclaré celui de sortir des «querelles idéologiques» autour de la Commune, donc du mythe. Cette courageuse tentative se solde par un remarquable travail de 174 pages et un volume d'annexes de 102 pages regroupant les articles les plus significatifs de cet «organe de presse singulier».

Autre essai qui doit retenir notre attention : le mémoire de sociologie de *Thomas Varrain* «Les pratiques socio-culturelles des ouvriers pendant la Commune de Paris de 1871»,

130 pages, annexes comprises. L'auteur, en multipliant les coups de flash sur le monde ouvrier parisien de 1871, s'est interrogé sur la réalité de ce «groupe social» en évolution.

Selon ses conclusions, la Commune «marque assurément la naissance» d'une «conscience de classe» chez les ouvriers. Enfin, il me faut évoquer, parmi d'autres études sociologiques à venir, celle d'*Isabelle Gouarne* prenant pour thème «Les chansons de la Commune», un «matériau», un corpus culturel, qui permet de «comprendre à partir de quel système de croyances et de valeurs les Communards se sont engagés dans un processus révolutionnaire». Ici encore, la recherche, qui se veut «posture», se fixe comme but de discerner les manifestations d'une «conscience collective», ce qui «permettra de dégager l'évolution idéologique du prolétariat» au moment même de cet «épisode crucial» de la «Révolution».

Alain Dalotel

GASTON CRÉMIEUX*

Le 30 novembre 1871, à l'aube, dans un quartier de Marseille, *Gaston Crémieux* est fusillé. Juif, avocat au *barreau de Nîmes* puis à Marseille, *Franc-Maçonn*, membre de plusieurs associations, *Gaston Crémieux*, avec force et vigueur, passion et éloquence, se bat contre

Napoléon-le-Petit, pour la République. Ce proche de *Léon Gambetta*, invite, le 22 mars 1871, les habitants de la cité phocéenne à soutenir Paris contre Versailles, l'espérance contre les frileux repus. Le 27, les citoyens *Landeck, May, Amoureux*, émissaires de la Commune



notes de lecture

GASTON CREMIEUX* (SUITE)

sont écoutés avec attention. *Le général Espivent de la Villeboisnet* après avoir déclaré les Bouches-du-Rhône en état de guerre, passe à l'action. *Le 4 avril la Commune est écrasée*. Le Gaston C. est arrêté. Un Conseil de guerre le condamne à mort en juin. Vieille crapule cynique, *Adolphe Thiers* après avoir déclaré à l'épouse du héros : «J'aime beaucoup votre diable de mari. Il est un peu trop poète, mais il a du bon sens et nous ferons quelque chose de lui, aussitôt que ses cheveux auront blanchi» refuse la grâce. Cette biographie chaleureuse, quelques

erreurs seront enlevées pour une nouvelle édition, donne à Gaston Cremieux la place de choix qui lui revient dans le mouvement communard.

Pierre Ysmal

* *Gaston Cremieux*
par Roger Vignaud,
Edisud, 288 pages,
21 euros.
En vente à l'Association.

L'auteur. Roger Vignaud est avocat à Marseille. Ancien ouvrier syndicaliste, il est passionné par l'histoire politique et sociale de Marseille. Il est membre des Amis de la Commune de Paris-1871.

PARIS ROUGE

Enfin un livre épatant qui conforte notre nationalisme parisien : celui d'Eric Hazan*, badaud engagé ! L'idée de départ, simple, se fonde sur une «psychogéographie» des limites parisiennes. Le développement irrégulier de la capitale s'est opéré par cercles successifs, en strates concentriques scandées par de nouvelles enceintes centrifuges. Les quartiers entre deux enceintes sont contemporains et, ainsi, *Belleville et Passy*, annexés tardivement, offrent des similitudes de villages d'Ile-de-France. Des enceintes de *Philippe Auguste* et de *Charles V* aux fortifications de *Thiers en 1840*, du mur des *Fermiers généraux aux percées d'Haussmann et de Pompidou*, la ville massacrée conserve ses repères : le fantôme de l'enceinte du XIII^e siècle sert

toujours à cerner le *Quartier Latin*. Paris est donc un gigantesque oignon qu'Eric Hazan épiluche méthodiquement à partir... du centre.

Il se fonde une connaissance vertigineuse de la documentation et de la littérature, de *Diderot à Clément ou de Mercier aux surréalistes*, ponctuée par des extraits de *Walter Benjamin* : une idée par page, comme lorsqu'il nous présente l'utilisation du plâtre dans la construction parisienne ! Dans la première partie, il emprunte ses chemins de ronde qui restituent les quartiers, les faubourgs et les villages pour faire de nous des flâneurs dans la troisième et rendre hommage à la photographie de *Marville ou Atget* grâce auxquels nous sommes les voyeurs des «belles images» d'un Paris disparu.



La deuxième partie, *Paris rouge*, sera lue avec une attention particulière par les *Amis de la Commune* qui seront comblés.

Hazan nous brosse un superbe tableau avec des passages bouleversants tels ceux qu'il consacre à *Blanqui*, *la Commune* ou *Delescluze*. Il multiplie les formules heureuses et des éclairages sollicitant la réflexion sur l'histoire de la ville révolutionnaire au XIX^e siècle quand, par exemple, il définit la barricade comme forme symbolique de la *Révolution* par sa charge poético-politique. Si tel avait été son propos, il aurait pu signaler que la carte des barricades du *Paris se libérant en août 44* et celle des statistiques de la

tuberculose recouvrait en grande partie celle des barricades de la Commune.

Le même Paris se bat...

Une remarque qui ne diminue en rien l'ouvrage : il se termine d'une façon bien abrupte, nous laissant sur notre faim. Mais l'auteur, sans doute, a voulu signifier que Paris reste toujours à inventer et qu'il ne saurait y avoir de conclusion.

Jacques Zwirn

**Hazan, Eric.*

L'invention de Paris.

Il n'y a pas de pas perdus. P, Seuil, 2002, 464 pages.

LA LIBRE PENSÉE ET LA COMMUNE

L'*Institut de Recherches et d'Etudes de la Libre Pensée* (I.R.E.L.P.) vient de publier les notes d'un colloque des 27 et 28 mars 2001 organisé sur le thème «Histoire de la Pensée libre-Histoire de la Libre Pensée». C'est un ouvrage de 289 pages reproduisant les communications de nombreux historiens et philosophes de la *Libre Pensée*.

Parmi ces textes, l'un nous intéresse particulièrement puisqu'il traite, sous la plume de Marcel Cerf, de la «Libre Pensée et la Commune». Cette étude éclaire bien les liaisons entre *la Libre Pensée, tant en France qu'en Belgique, et l'action contre le Second Empire*.

La lutte contre le Second Empire est inséparable de la lutte contre l'emprise de l'église catholique qui, après la répression

anti-républicaine de la *Révolution de 1848*, a apporté un soutien actif à la politique impériale. Dès la création de *l'Internationale*, il y a communauté d'intérêt entre des militants comme *Longuet* ou *Lafargue*, *Varlin* ou *Malon* et les entreprises multiples de la Libre Pensée pour briser le carcan de la répression impériale. Dans une certaine mesure, *la Libre Pensée* a aussi pu fournir des moyens de rencontre, de regroupement, de réunions. Les revues souvent éphémères et les auteurs d'articles condamnés mettent en lumière bien des futurs Communards. Certains sont largement connus, d'autres comme *Eduard Moreau de Bauvière* ou *La Châtre* sont moins souvent cités. On suit ces hommes pendant *la Commune*, la répression et dans la déportation et



notes de lecture

LA LIBRE PENSÉE ET LA COMMUNE (SUITE)

l'exil, pour ceux qui survivront au massacre. Dans la bataille de l'amnistie, les membres de la Libre Pensée sont actifs



et, dans une large mesure à partir de 1880, l'activité de ce courant constitue l'une des formes de la renaissance

révolutionnaire. C'est sur tout cela que Marcel Cerf porte un regard attentif et sympathique suivant sa rigueur habituelle et sa confiance en l'homme. Rien d'étonnant à retrouver aujourd'hui encore dans nos manifestations communardes les adhérents de la Libre Pensée à nos côtés, c'est là un vieux compagnonnage.

Raoul Dubois



à propos des «francs-fileurs»

Dans l'article de *Rol-Tanguy* paru dans le précédent numéro du Bulletin, il est question des «francs-fileurs».

Il s'agit de ces courageux, en majorité des «bien aisés», qui fuirent Paris alors que la ville était en danger.

Pour les stigmatiser, des jetons d'absence, dont le modèle est reproduit ci-dessous, leur furent décernés «par contumace».

Du côté face, un bourgeois volant dont on ne voit que les fesses et la valise, avec les inscriptions «Devant l'ennemi tous les partis s'effacent», et en dessous : «il vaut mieux courir que tenir».

Du côté pile, «jeton d'absence de la carmagnole» et la mention «envolé volon-

taire» (parodie de la formule : «engagé volontaire») avec en dessous «la République reconnaissante», «siège de Paris, 1870».

Pourquoi «la République reconnaissante»? Car il est fort probable que la présence à Paris de ces dizaines de milliers de nantis aurait entravé la marche de la Commune naissante.

Jean-Pierre Bussereau





La sinistre idée

Un «Comité national pour le transfert des cendres de George Sand au Panthéon» s'est constitué avec, pour *Présidente*, *Claudia Cardinale*. Auteur médiocre, plus connue pour ses modes vestimentaires et son goût pour la pipe que pour son œuvre*, adversaire du vote des femmes (ses thuriféraires oubliant, volontiers, ce choix) *George Sand (1804-1876)* fut, d'abord, une adversaire féroce de la Commune. La «bonne dame de Nohant», *châtelaine dans l'Indre*, tremble devant le peuple, craint pour ses intérêts, s'effraye du drapeau rouge. Dans une lettre à *Alexandre Dumas fils*, vieux réactionnaire, elle écrit que la Commune est : «le résultat d'un excès de civilisation matérielle, jetant son écume à la surface, un jour où la chaudière manquait de surveillant. La démocratie n'est ni plus haut ni plus bas après cette crise de vomissements... Ce sont les saturnales de la folie» (22 avril 1871). «Excès de civilisation matérielle» : les collabos de Vichy,

alignés sur la propagande nazie évoquent, eux aussi, en l'an 40 «l'esprit de jouissance» du prolétariat français ! Les lois sociales du gouvernement du Front populaire n'étaient-elles pas responsables, à leurs yeux, de la défaite ?

Dans l'organe de la bourgeoisie *Le Temps*, le 3 octobre 1871, la Sand insiste : «Le mouvement a été organisé par des hommes déjà inscrits dans les rangs de la bourgeoisie et n'appartenant plus aux habitudes et aux nécessités du prolétariat. Ces hommes ont été mus par la haine, l'ambition déçue, le patriotisme mal entendu, le fanatisme sans idéal, la niaiserie du sentiment ou la méchanceté naturelle». Placer cette créature dans le voisinage de *Victor Hugo*, *Emile Zola*, *Jean Jaurès*, *Jean Moulin* ? Que cette ignominie nous soit épargnée.

Pierre Ysmal

* *Appréciation personnelle de l'auteur (NDRL).*

Des cerises plutôt que du clairon

Est-il si anodin que systématiquement la Commune soit occultée ou insultée ? Même si certains ont le front d'assurer qu'il n'y a pas là de quoi fouetter un chat, continuons de dénoncer ces pratiques mensongères qui ne sont pas le fruit du hasard. Prenons l'exemple de *Jean-Baptiste Clément*. La presque totalité des dictionnaires comme d'encyclopédies l'ignorent. Pas une seule petite ligne ne lui est accordée. Un oubli caractéristique visant, à de rares exceptions près, des personnages réprouvés par la bonne morale bourgeoise. Pensez-donc, un parolier, Communnard de surcroît, resté fidèle jusqu'au bout de ses convictions républicaines et sociales, avec un curriculum vitae de nature à démoraliser les tenants de l'ordre établi. Quelques ergoteurs de bonne facture n'hésiteront pas, pour sauver les

apparences, à affirmer que c'est le sort inéluctable d'artistes méconnus par la postérité. Qu'on explique alors pourquoi dans ces ouvrages de références, le nom de *Paul Déroulède* et figure ? Connaissez-vous beaucoup de chansons encore fredonnées 135 ans après leur création ? Ce n'est pas le cas du «clairon» de *Déroulède*. Ces paroles patriotardes à 4 sous n'habitent plus nos mémoires, et c'est bien ainsi. Et franchement, se voit-on dans une cérémonie commémorative, entonner «le clairon sonne la charge...» ? Merci beaucoup de ces rodomontades d'un autre temps. *Clément* et *Déroulède* ne furent jamais dans le même camp. Nous avons choisi le nôtre. Nous aimons toujours *le temps des cerises* et les amoureux qui ont le soleil au cœur.





Trois points de suspension...

Voilà un article propre à susciter des démangeaisons. Gratteurs de tout poil, allez-y mollo pour ménager les épidermes. Un sujet abordant les comportements individuels ou de groupes pendant ou après la Commune, n'est pas pour nous déranger. Le seul souci qui nous guide est la recherche de la vérité.

Robert Goupil

Le 29 avril 1971, le Grand-Orient de France célèbre avec éclat le centième anniversaire de la Commune de Paris. Il rendait hommage à ses martyrs, témoignage de l'action efficace menée par les Maçons et «affirma la continuité d'une pensée qui honorait la République ainsi que ceux qui la servent». Dans la plaquette éditée à cette occasion, l'Obéissance précise : «La Commune est l'une des pages glorieuses de la Maçonnerie française».

De fait, les Maçons parisiens prirent une part importante aux événements. Le 26 mars 1871, vingt d'entre eux, dont Francis Jourde, furent membres de la Commune et siégèrent au Conseil dont ils représentaient environ le quart. Ils multiplièrent les tentatives de conciliation afin d'éviter l'effusion de sang : *manifeste du 8 avril, délégation auprès de Thiers le 22 avril, assemblée générale des 24 et 26 avril au Châtelet, manifestation enfin du 29 avril*. Les Maçons ont payé un lourd tribut lors de la répression : exécutions, condamnations à mort, au bagne ou à la réclusion.

Mais si de nombreux Maçons parisiens, Vénérables en tête, se sont déclarés partisans de la Commune, certaines loges sont demeurées ou plus prudentes ou plus réservées, pour ne pas dire hostiles. *Jamais le Grand-Orient de France n'intervint officiellement*⁽¹⁾ et, dès le 29 mai

1871, au lendemain des ultimes combats du Père-Lachaise, il adresse à toutes les loges une circulaire réprouvant la Commune. Le Grand Maître de l'Obéissance, le Frère Babaud-Larivière écrit dans une circulaire du 1^{er} août : «La Maçonnerie est restée parfaitement étrangère à la criminelle sédition qui a ensanglanté l'univers en couvrant Paris de sang et de ruines... Il n'y a aucune solidarité possible entre ses doctrines et celles de la Commune et si... quelques hommes indignes du nom de Maçon ont pu tenter de transformer notre bannière pacifique en drapeau de guerre civile, le Grand-Orient les répudie comme ayant manqué à leurs devoirs les plus sacrés.» On ne peut être plus clair. Francis Jourde fit partie de ces exclus.

Délégué aux Finances, il remplit ses fonctions avec intelligence et honnêteté ; le 3 septembre 1871 il est condamné à la déportation simple et embarque le 13 juin 1872 pour la Nouvelle-Calédonie.

Il est initié à la Loge «Les Zélés Philanthropes» le 9 novembre 1866. Admis aux grades de Compagnon et de Maître le 16 avril 1867 ; il est Orateur de la Loge pendant 3 ans, jusqu'en 1870. Le 9 juin 1871, la Loge radie Francis Jourde «Pour conduite indigne



Francis Jourde



dans sa vie profane». Exilé à Londres après son évasion du bagne, il écrit en 1874 aux «Zélés Philanthropes» pour demander qu'on lui adresse son diplôme de Maître (sans doute voulait-il s'affilier à la Loge «Les Philadelphes» à Londres). Refus de l'Obéissance⁽²⁾ : «Le Frère Jourde a été signalé aux Ateliers et aux Maçons de l'Obéissance comme étant exclu de la Maçonnerie Française...». Si l'on ne refait pas l'histoire au Grand-Orient de France comme ailleurs, on ne manque pas de la récupérer un siècle plus tard. Rendre hommage aux Communards Maçons, oui de tout cœur ! A l'Obéissance... Non ! Voilà pourquoi, le 18 mars, j'allais directement de la place Saint-Georges à la Mairie du IX^e arrondissement et le 19, déposer la rose rouge de l'initié que je fus, au monument des Fédérés au cimetière Montparnasse, à la mémoire de Francis Jourde⁽³⁾. Méditons la citation de *Berthold Brecht* : «Celui qui ne sait pas est un ignorant mais celui qui sait et qui se tait est un malfaiteur.»

Jean-Marc Lefébure

1. *Grands-Maîtres du Grand-Orient de France durant le Second Empire* :
Prince Louis Murat (1852-1861).
Petit-cousin de l'Empereur Napoléon III.
Maréchal Magnan (1862-1865). Exécuteur zélé du coup d'état du 2 décembre. Ecrase l'insurrection lyonnaise, réprime les émeutes ouvrières à Lille, etc.
Mellinet Emile (1865-1870).
Général de division, sénateur.
2. D'après **André Combes**, cette honteuse radiation est due au Vénérable de la Loge, **Joseph Décembre dit Décembre-Alonnier**, très hostile aux Fédérés. L'histoire de la Commune de 1871, écrite par ses soins, témoigne de ses opinions partisans.
3. La réhabilitation de **Francis Jourde** intervient à l'occasion de sa mort en 1893, un ancien compagnon de luttes prononce un discours, sans doute en Loge, rendant un chaleureux hommage à la mémoire du Communard Maçon.

Sources :

- «Histoire de la Respectable Loge Les Zélés Philanthropes». Edition du cent-cinquantième anniversaire (1984).
- «Histoire de la Respectable Loge Les Frères unis inséparables». Edition du cent-cinquantième anniversaire (1975).

A PARAÎTRE EN AVRIL-MAI 2003

LES FRANCS-MAÇONS ET LA COMMUNE DE PARIS-1871

Edition numérotée et illustrée. Tirage limité hors commerce. Disponible en souscription
Commande par chèque libellé aux EDITIONS DITMAR, 371, rue des Pyrénées, 75020 Paris.
35 euros TTC. Frais de port compris

Louise Michel, artiste révolutionnaire

C'est à l'équipe de la *Boîte à Frissons* qu'est due cette proposition de spectacle dont le point de départ est la publication des lettres de Louise Michel par Xavière Gauthier (10 mars 2003). Le travail d'Anne Desreux, Xavière Gauthier et Josiane Garnotel mis en œuvre par Anne Desreux est intéressant dans la mesure où le montage montre une Louise Michel

beaucoup plus globale que la tradition qui la fige quelque peu... Le public du XX^e où Louise-Anna Desreux a donné, dans la *Salle des Mariages* et sous l'œil peint de Gambetta et de Monsieur Thiers, ne s'y est pas trompé et a fait un accueil chaleureux au spectacle.

Raoul Dubois



PENSUM DE MEMOIRE

Les historiens s'illustrent en 2 catégories : ceux qui aiment l'Histoire et ceux qui aiment les histoires. Ainsi, dans «Rouge» du 14 novembre 2002, lit-on cet entrefilet : «Du 18 mars au 28 mai 1871, la Commune de Paris illustre ce que peut être un gouvernement par la terreur. Elle n'a été en fait qu'une tentative avortée de la dictature sanglante de quelques quartiers de Paris sur l'ensemble de la capitale, sur la France. Elle aurait pu, par l'incohérence et le désordre, gêner l'action de Thiers et servir de prétexte à la présence d'une armée d'occupation prussienne sur notre territoire, pendant longtemps encore». D'où est tiré cet article ? D'un journal d'extrême-droite ? Pas du tout ! Il s'agit d'un article de la paraît-il prestigieuse *Encyclopédia Universalis* (version 7.0) dont les auteurs sont *Pierre Dabezie* (professeur à l'université de Paris I, ancien Président de la Fondation pour les études de défense nationale) et *Jean Servier* (professeur à l'université des lettres et sciences humaines de Montpellier, directeur de l'unité d'enseignement et de recherche XI, membre du comité consultatif des universités). «Comme ils ont de grandes» âmes, ces panégyristes de Thiers ! Ce n'est certainement pas avec eux que l'on peut entamer le devoir de mémoire, car ils lui tournent obstinément le dos, rejoignant ainsi ces fameux capitaines versaillais criant : «Au mur !» Décidément, la justification de la «Semaine Sanglante» a toujours des adeptes.

Robert Goupil

FAIBLES RESSOURCES

L'un de nos amis s'interrogeait l'autre jour sur le sens de «faibles ressources» adopté par certains. Il n'est pas question de chicaner sur les termes. Chacun en toute conscience, s'exprime comme il le peut, avec ses moyens. Il n'y a pas à finasser. A partir de 5 Euros (le prix d'un carnet de métro est du double) la marge est grande à combler.

AU 30 AVRIL 2003, 141 NOUVEAUX ADHÉRENTS !

*Domage que les éternels retardataires
ne soient pas là pour les accueillir !*



LES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS

46, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris

Tél. : 01 45 81 60 54

Fax : 01 45 81 47 91

e-mail : amis@commune1871.org

Site Internet : www.commune1871.org

Création/Réalisation : Jean-Marc Lefebure

Saisie : Marie-Claude Schertz

Comité de rédaction :

Jacqueline Hog, Marie-Claude Schertz,

Jean-Pierre Bussereau, Bernard Eslinger, Robert Goupil,

Jean-Marc Lefebure, Claude Willard

Impression : PUBLIC IMPRIM

VISITE DU PARIS COMMUNARD

DIMANCHE 22 JUIN 2003

PRIX : 37 EUROS

(CAR + RESTAURANT)

S'INSCRIRE DÈS MAINTENANT